

“AU REVOIR A LA FORÊT PRIVÉE”

A propos de la mise en place des Centres Régionaux de la Forêt Privée

PAR

R. LORNE

Directeur Régional de l'Office National des Forêts.
au Mans (Sarthe)

« Comme la mer à certains jours, ne s'éclaire
qu'au contact de l'étrave ou du nageur qui la fend
— ainsi le Monde ne s'illumine de Dieu qu'en
réagissant à notre Elan. »

Teilhard de Chardin.

La Revue Forestière Française présente, dans les pages qui suivent, une étude de M. LORNE sur la forêt privée.

S'agit-il bien d'une étude? Assurément oui, si l'on peut appliquer ce vocable à un travail de réflexion conduisant à analyse et synthèse. Mais il ne s'en suit pas que toute étude doive être parachèvee par la présentation de solutions fabriquées. Et sur un sujet aussi vaste, aussi complexe que celui qui est ici abordé, il eut été bien imprudent de prétendre dégager des conclusions définitives.

M. LORNE a seulement voulu faire une sorte de bilan de l'expérience qu'il a acquise au contact de la forêt privée. Il lance des idées, cerne quelques thèmes de réflexion aux contours volontairement mobiles, mais il n'est jamais dogmatique ni péremptoire.

Ces idées, ces réflexions n'emportent certes pas l'adhésion de tous, comme elles n'ont pas trouvé l'unanimité dans le Comité de Rédaction. Nous espérons que chacun de nos lecteurs trouvera dans le texte de M. LORNE le point de départ d'un approfondissement de notions fondamentales.

Certains, nous n'en doutons pas, souhaiteront, avec la même élévation de pensée que M. LORNE, prendre part à ce choc d'idées d'où peut jaillir la lumière. C'est bien volontiers que, à tous, nous ouvrirons nos colonnes.

Le Comité de Rédaction.

L'art du chef et des responsables en général est de savoir bien commander, certes, mais plus encore peut-être, de savoir écouter pour être informés parfaitement des problèmes sur lesquels ils interviennent puissamment.

Aurai-je le bonheur d'être écouté d'eux, et ils vont être nombreux avec la mise en place des Centres Régionaux de la Forêt Privée, d'un côté ou de l'autre de la barricade? Je l'espère et qu'il me soit permis en tout cas, en manière d'« au revoir » à cette forêt privée au service de laquelle je me suis passionné quelque temps, d'exprimer quelques-unes des réflexions qui me sont venues à l'esprit au cours de ces dernières années à propos de la fameuse loi du 6 août 1963.

Elle va entrer dans sa phase d'application concrète par la mise en place ces jours-ci de ces Centres Régionaux, le moment me paraît donc bien venu d'exposer ces idées et ce, d'autant plus que passé du côté de l'Office, je ne peux qu'être parfaitement impartial en cette matière.

Le lecteur voudra bien m'excuser d'aborder un thème qui ne me regarde plus et, au sujet d'un problème délicat comme celui-ci, plus que pour tout autre, je dirai de moi-même que ces propos n'engagent que ma propre responsabilité et pas du tout celle des animateurs de la Revue Forestière.

Il s'agira plus, au fond, de considérations d'ordre psychologique que scientifique; peut-être certains me sauront-ils gré de les sortir un peu des problèmes fort intéressants mais parfois ardues qui meublent en général ces lignes; que les autres passent, ils n'y trouveront pas d'intégrales compliquées à résoudre...

*
**

A vrai dire, le Gouvernement n'aurait jamais dû être amené à faire voter cette loi du 6 août 1963.

Comment peut-on en effet imaginer qu'un propriétaire, qu'il soit industriel, agriculteur, sylviculteur, n'ait pas de lui-même pensé jusqu'à l'évidence qu'il lui fallait, abordant son problème, se fixer clairement l'objectif qu'il veut atteindre, et se tracer les moyens qui lui permettront d'y parvenir?

L'aménagement, que par un euphémisme de circonstances on a voulu appeler « plan simple de gestion » n'est en définitive pas autre chose que cela. Fallait-il donc cette loi pour rappeler cette évidence?

Hélas, il le fallait bien! puisqu'il faut constater, et c'est navrant, que bon nombre de propriétaires, certains savent combien je partage leurs soucis pour pouvoir l'écrire aussi franchement, ne s'étaient jamais posé le problème de cet aménagement...

Il est inconcevable en effet que près du vingtième de notre territoire national soit laissé au niveau d'une « civilisation de cueillette » quand le pays en est, par ailleurs, à une civilisation atomique. Ce type archaïque de civilisation amène les uns à cueillir tout d'un coup et prématurément, ce qui les ruine à terme et prive le pays d'une production à laquelle il avait droit. D'autres ne cueillent pas assez, ce qui entraîne une dépréciation des produits, enlevés alors qu'ils commencent à se tarer, il y a là ainsi déperdition d'une matière qui n'appartient pas qu'à son propriétaire, mais un peu à tous. Et combien d'autres aussi, oubliant encore l'opération de l'éclaircie, perdent des produits surcimés qui meurent d'eux-mêmes avant récolte et livrent au marché en finale des produits trop petits, se privant par là même d'une part importante de revenu !

Il est donc inadmissible qu'à notre stade de civilisation, beaucoup de propriétaires n'aient pas fixé un objectif à leur forêt et les moyens de l'atteindre, c'est-à-dire fait et appliqué un « Aménagement » pour utiliser le vrai terme sans hypocrisie ; la loi était donc malheureusement nécessaire.

Je dirai tout de suite que l'Aménagement-type taillis-sous-futaie, c'est-à-dire diviser sa forêt en 20 ou 25 morceaux et en faire passer un chaque année en une coupe de nature très indéterminée, n'est qu'un leurre et ne constitue pas à mes yeux un Aménagement.

Ceci dit, mon propos voudrait être le suivant : tracer d'abord, en quelques mots ce qu'à mon sens devrait être l'Aménagement ou, si l'on préfère, le « plan simple de gestion » d'une forêt privée. examiner ensuite les incidences humaines qui peuvent entrer en considération, et enfin tenter d'esquisser les moyens que l'on pourrait imaginer pour concilier ce qui, apparemment, est inconciliable : *la mise en vraie valeur de la forêt prise en elle-même, et la situation particulière de son propriétaire.*

*
**

La loi étant ce qu'elle est, voici, à mon avis, ce que devrait être le plan simple de gestion, non pas seulement pour satisfaire aux exigences du législateur, mais pour rendre vraiment service au propriétaire lui-même ; je me contenterai d'une énumération sèche, l'on a beaucoup écrit déjà sur ce problème ; quel est le C.E.T.E.F. qui ne l'a déjà examiné en long, en large et en travers ?

- une étude générale, précise, brève, mais nécessaire des conditions écologiques du massif — il est impossible de déboucher honnêtement sur le reste si ces points ne sont précisés.
- définir d'une manière parfaitement claire les objectifs que se fixe le propriétaire.

Le principal sera presque toujours d'assurer à celui-ci un rendement argent net maximum par hectare/an, plus qu'un taux de placement élevé, il faudra revenir sur ce point.

D'autres, en général plus accessoires, pourront être d'ordre cynégétique (maintenir des couverts à gibier, à faisans notamment, judicieusement dispersés), d'ordre esthétique, la forêt est souvent la parure indispensable d'une demeure très chère, enfin, maintenant, d'ordre touristique et ceci surtout pour ceux dont les devoirs sociaux s'imposent vraiment à leur conscience, ou ceux dont l'imagination féconde a trouvé le moyen de transformer cet objectif en une source supplémentaire de revenu.

- établir un parcellaire, non pas fait au bureau pour la satisfaction de l'œil, dessin géométrique régulier, mais tenant compte au mieux des natures de sol et des peuplements existants. La parcelle étant l'unité de gestion, devra être assez grande pour qu'une éclaircie à y pratiquer constitue un lot suffisant pour attirer les clients.

Bien entendu, il faut le plan correspondant.

- diviser si nécessaire ces parcelles en autant de séries que de types de peuplements et modes de culture à utiliser, il n'y a aucun intérêt à ce que ces séries soient d'un seul tenant c'est certain, la nature du sol et les peuplements existant sont ce qu'ils sont, ce sont eux qui commandent.

A chaque série doit correspondre des règles de culture précises.

- fixer pour chaque série un règlement d'exploitation parfaitement rigide prévoyant les années de passage pour les coupes de régénération, si le type d'aménagement choisi le demande, les éclaircies, mais aussi les opérations onéreuses du début, dégagements, dépressages, etc... S'il y a lieu bien entendu, des possibilités seront calculées et imposées.
- un programme analogue au règlement d'exploitation fixera la nature, l'assiette, l'importance, l'évaluation et l'époque des travaux que dans la plupart des cas, malheureusement, il faudra envisager pour mettre vraiment la forêt en valeur.
- enfin, parmi les documents annexes doivent figurer au moins les descriptions détaillées de parcelles, les comptages, etc...

Est-il permis au sylviculteur de donner quelques appréciations personnelles sur le fond même de cet Aménagement?

Je dirai qu'une des parties les plus difficiles est de distinguer ce qui, je parle pour nos pays de l'Ouest que je connais bien, doit rester en peuplement feuillu, à convertir en futaie de chênes, de hêtres ou, mieux, mélangée, et ce qui doit basculer du côté des futaies résineuses que pour ma part j'aime voir diviser en série de pins d'une part et série de résineux de grand rendement ou de

sapins de l'autre, dont les règles de culture, pour les éclaircies surtout, sont tellement différentes. Bien entendu et malheureusement... basculent dans ce type de séries tous les feuillus non valables qui doivent, selon le degré des pillages antérieurs ou de fertilité du sol, aboutir dans l'une ou l'autre des séries résineuses.

Le seuil à partir duquel il convient de conserver les feuillus comme tels est difficile à déterminer. Il faut, c'est évident, déjà un matériel feuillu suffisant à l'ha (le seuil de Cointat pour la conversion directe, par exemple) ou un taillis d'essences nobles susceptible de donner une futaie sur souche valable, mais surtout il faudrait déterminer avec quelque précision un critère de qualité et un autre de fertilité. Pour celui-ci, le plus simple paraît être de se fixer une hauteur totale minimum pour un âge donné, mais quelle hauteur totale vraiment choisir? L'on souhaiterait, aussi bien pour nos forêts domaniales, que le Centre National de Recherches Forestières se penchât sur le problème.

Pour la qualité, en ce qui concerne le chêne tout au moins, il faudrait qu'en finale l'on soit sûr d'obtenir les qualités tranchage et ébénisterie, on oserait presque dire maintenant menuiserie aussi, car le chêne disparaît tellement partout que l'on peut se demander si ce qu'il en restera en France ne connaîtra pas des prix intéressants dans l'avenir, même pour les qualités moyennes. Bien entendu, tout ce qui se situerait au-dessous de cette moyenne est à enrésiner carrément.

Ce n'est pas l'objet de cet article d'en dire plus sur ces considérations sylvicoles, mais il faut ajouter, pour en terminer avec cette conception de l'aménagement en forêt privée, que rien ne serait valable s'il ne débouchait sur une étude financière très serrée, une prévision aussi précise que possible des revenus à espérer jusqu'à la fin de l'aménagement, dix à vingt ans selon les cas, mais aussi hélas! des investissements à prévoir. Il convient de remarquer à cet égard que l'on aurait souvent tendance à sous-estimer la valeur de « tout ce qui ne vaut rien » et qu'il faut raser avant enrésinement, aussi ce bilan financier, qui est tout le nœud du problème, doit-il être fait très soigneusement, avec des comptages suffisants, ou tout au moins les sondages que nous livrent les méthodes modernes. Trop souvent cependant, la constatation finale est qu'il y a un trou formidable à combler pour remettre la forêt en état de rendement, ou bien que les revenus viendront par à-coup avec des creux qu'il faudra bien trouver moyen de combler pour assurer le budget du propriétaire.

Par contre, dans les massifs sous-exploités depuis longtemps, et il y en a, le problème sera l'inverse; que fera le propriétaire de cette masse d'argent qu'il faut pourtant mobiliser s'il ne veut en perdre par pourriture une bonne part? qui oserait actuellement lui conseiller d'acheter des valeurs mobilières, ou même des appartements?

Autant de problèmes d'ordre financier, les principaux, auxquels je voudrais tenter en finale de proposer des solutions.

C'est ici aussi le moment de dire un mot du fameux taux de placement qui préoccupe tous les aménagistes. Qu'est-ce qu'un revenu? Le produit d'un certain capital par un taux, le tout divisé par cent. Il y a deux manières de l'élever: augmenter le premier terme, c'est-à-dire le capital, ou élever le second, c'est-à-dire le taux de placement. C'est tout naturellement cette deuxième solution qui s'imposerait aux propriétaires particuliers puisque, tous les trente ans, temps normal de passage d'un bien des mains du propriétaire à son héritier, l'Etat faisait sur le capital un prélèvement sous forme de droits de succession, de l'ordre de 30 % ou bien davantage. Il paraissait donc absurde d'augmenter ce facteur pour le voir si bêtement amputé régulièrement.

L'incidence de l'amendement Monichon modifie le problème beaucoup plus profondément que l'on a voulu le dire, les prélèvements périodiques deviennent faibles. On peut donc, on doit donc, augmenter le capital pour augmenter le revenu, le taux dut-il diminuer. Le taillis de châtaignier, même si les produits s'en vendaient encore bien, n'est plus la panacée universelle, comme donnant le taux le plus élevé.

Mais les conditions normales étant ainsi rétablies, ce taux de placement a-t-il finalement tellement d'intérêt, et nous savons bien qu'en matière forestière, j'exclue le peuplier, il sera toujours à peu près situé entre 1 et 3 %?

Je ne le pense pas. Si nous avions à faire à un capitaliste préoccupé exclusivement de ses questions financières, ce taux aurait son importance, car ce capitaliste, connaissant ce taux, jugerait, s'il apparaissait insuffisant dans la conjoncture de la forêt remise en parfait état de production, s'il doit vendre cette forêt pour acheter autre chose faisant mieux prospérer son capital, des terrains à construire aux Baléares par exemple, que sais-je?

Mais nous sommes la plupart du temps en présence d'une personne liée indissolublement à sa forêt par des liens plus forts et plus nobles que l'argent, il n'est donc pas question pour elle de choisir un autre mode de placement donnant un taux meilleur. Et alors finalement, dans ce cas de beaucoup le plus fréquent, cette notion de taux de placement perd tout son intérêt et ce qui importe alors seulement, mais beaucoup, au propriétaire, c'est le *revenu net ha/an*, notion à laquelle il importerait de redonner toute sa valeur. Corrélativement, à l'augmentation du revenu net, il faudra obligatoirement accepter une augmentation du capital; qui s'en plaindra maintenant que les prélèvements de l'Etat sont très réduits?

Mon propos ici était tout simplement de mettre en évidence le fait que le rendement argent net ha/an a plus d'importance pour le propriétaire lié à la forêt, que le taux de placement, il peut,

il doit, s'il comprend bien son intérêt à terme, accepter un taux de placement qui n'est pas forcément le plus élevé, mais choisir celui qui lui assure le revenu argent annuel le plus élevé, à condition bien entendu que l'échéance ne soit pas beaucoup plus lointaine qu'avec un peuplement de résineux.

Ceci dit, je pense tout franchement qu'il n'y a pas plusieurs types d'aménagements, les uns pour les forêts domaniales, les autres pour les forêts communales et les troisièmes pour la forêt particulière. Il n'y en a qu'un à mes yeux quant à l'objectif à poursuivre : celui qui, chaque année, rapporte le plus à son propriétaire quel qu'il soit, plus les quelques objectifs annexes rappelés ci-dessus. Cette proposition, qui fera bondir certains en France, paraît pourtant normale en bien d'autres pays. En Allemagne, au Danemark, elle est tout naturellement appliquée depuis longtemps, toutes les forêts sont traitées sur le même type, le meilleur pour une région donnée et il est bien difficile de distinguer en y passant la nature de leur propriétaire.

Les types d'aménagement simplifiés tels qu'ils ont été récemment diffusés par l'Administration sont, me semble-t-il, alors, les seuls cadres à utiliser pour tous.

Bien sûr, les techniciens pourront épiloguer longuement sur les divers types de sylviculture à adopter pour arriver à ce résultat, mais ces discussions sont elles-mêmes les mêmes quels que soient les types de propriétaires.

Mais vous exclamerez-vous, surtout si vous êtes propriétaire particulier vous-même, il ne s'agit pas dans tout cela d'un « plan simple de gestion » tenant compte avant tout de la situation propre au propriétaire, mais d'un véritable carcan que celui-ci bien bêtement va faire approuver par le Centre Régional de la Forêt Privée et qu'il sera obligé de supporter longtemps ; il aura les mains liées, il ne pourra faire face à des événements imprévus, toitures de fermes soufflées par un ouragan, mariage d'une de ses filles, que sais-je ?

Et bien oui, en effet, et il me paraît qu'il doit bien en être ainsi, et je m'explique. Ceci est le second point de mon propos.

*
**

Pour m'expliquer, il me faut d'abord avertir le lecteur de la notion que j'adopte du droit de propriété.

Bien entendu, et tout le monde me suivra j'en suis sûr, je n'admet pas la vieille formule du droit romain, d'une propriété totale et abusive, du droit d'user et d'abuser totalement de son bien.

A mes yeux, le propriétaire d'un bien, d'une forêt surtout, en est le gestionnaire du moment ; il a le droit d'en tirer un certain profit, et le devoir de le transmettre à ses successeurs au moins en aussi bon état qu'il l'a reçu, mais aussi le devoir tout aussi impé-

rieux de ne pas priver la collectivité à laquelle il appartient, sa Nation, des produits de ce bien dont les autres membres de cette communauté ont besoin et qu'ils sont en droit d'exiger de celui qui en est le détenteur.

Mais nous admettons bien aussi pour la plupart que la personne humaine, en tant qu'individu et non masse, doit être l'objet essentiel de notre préoccupation, mieux, de notre respect.

Comment alors, reconnaissant cette proposition essentielle, ai-je osé écrire aussi froidement ce qui précède sans tenir aucunement compte de la personnalité du propriétaire?

Il s'agit ici de définir comment l'on peut en cette matière traiter du respect de la personne humaine.

Est-ce la respecter que de la flagorner en lui laissant croire que tout ce qu'elle a fait auparavant était parfaitement bien et qu'il n'y a qu'à continuer?

Est-ce la respecter vraiment que de ne pas lui ouvrir les yeux sur les excès de son tempérament, le prodigue qui réalise tout en une génération, le conservateur de nature qui ne coupe jamais rien?

Je ne le pense pas pour ma part. La respecter profondément et vraiment ne consisterait-il pas en un dialogue franc au terme duquel force serait bien de constater combien l'homme, en tous les domaines, a du mal à tenir ses résolutions? Dans d'autres de ces domaines, il accepte des règles fixes de vie pour l'y aider, ne serait-ce que le code civil avec sanctions à la clef. Dans le domaine qui nous occupe ici, l'homme doit reconnaître, s'il veut vraiment arriver à cet objectif qui lui donnera à lui-même, ou à ses descendants, le revenu maximum de sa forêt, tout en mettant en circulation, comme il en a le devoir, le maximum de produits, qu'il doit se donner à lui-même des garde-fous, au sens propre du mot, aussi solides que possible, c'est-à-dire un Règlement d'exploitation complet et rigide.

Il me paraît nécessaire qu'il s'engage de lui-même, en toute liberté au départ, dans un véritable couloir d'obstacles dont il ne pourra sortir qu'en sautant la dernière barrière: la mise à neuf définitive de son instrument de production. Le Centre Régional de la Forêt Privée rendra service seulement à ceux qui voudraient faire demi-tour en cours de parcours, en brandissant une chambrière que personne ne peut penser devoir être bien rude...

Il sera libre, parce que davantage libéré de lui-même et de ses travers, ce propriétaire-sylviculteur qui aura ainsi fait *sien* cet aménagement exigeant, et nous touchons là je pense, sur le plan psychologique, à un point important du problème.

Il me paraît essentiel, en effet, pour que ce propriétaire fasse vraiment sien cet instrument de travail, qu'il ait l'impression et, qu'en fait, il se l'impose à lui-même.

Il ne peut le faire qu'en y travaillant personnellement sauf, cas exceptionnel bien entendu, et c'est en cela que les C.E.T.E.F. actuellement lui rendent les plus grands services s'ils sont bien menés,

sans devenir, au contraire, des repaires de mauvais esprit contre la loi nouvelle ! Il semble essentiel en tout cas que le propriétaire rassemble lui-même les matériaux de l'aménagement, que selon le canevas convenu il fasse les descriptions des peuplements, qu'il travaille lui-même au nouveau parcellaire que presque inmanquablement il faudra s'imposer. Certains, les plus forts, et en science forestière, et en caractère surtout, pourront aller jusqu'au bout. D'autres, pas assez lucides à l'égard du problème technique, comme au sujet de leur propre nature, auront intérêt à partir d'une certaine phase de la chose, de s'en remettre, au moins pour l'établissement des options fondamentales, à un expert spécialisé et honnête.

Et ainsi, sourirez-vous, je me trouve coincé moi-même, comme je le laissais d'ailleurs entendre au début, entre deux propositions dont la contradiction a déjà été mise en évidence.

L'aménagement rigide adapté à la forêt elle-même sans tenir compte de l'homme, aboutira, c'est fatal, à ne pas cadrer avec cette personnalité du propriétaire que nous voudrions au contraire respecter plus que ceux qui raisonnent superficiellement, ou plus démagogiquement, pourquoi ne pas dire le mot ? que nous-même.

Grosso-modo l'on pourrait diviser en trois catégories les contradictions que l'on rencontrerait ainsi.

Dans la première, hélas la plus fréquente dans les régions que je connais bien, l'étude financière finale de l'Aménagement aboutira à une addition énorme à payer dans un délai relativement bref et consistant en travaux de reboisements. Nous sommes dans le cas type du prêt F.F.N. Oui, du prêt ! mais à condition que le propriétaire puisse payer les annuités, ou qu'on lui accorde sans réticence le prêt à annuités différées jusqu'à ce que la vapeur se renversant, et la chose peut être calculée, le revenu de la forêt reconstituée puisse faire face à ces annuités. J'exclus la formule du contrat que l'Administration semble vouloir abandonner. Il existe donc pour ce cas un semblant de remède.

Dans la seconde, le bilan sera beaucoup moins pessimiste, il reste par exemple un taillis-sous-futaie assez riche pour être convertible en futaie feuillue de très belle qualité, en un temps raisonnable susceptible d'assurer en finale, comme dans nos plus belles forêts domaniales, un revenu net très important à l'hectare. Mais il faut s'imposer une privation très notable de revenu pendant une trentaine d'années par exemple. Si le propriétaire est une veuve chargée de famille, un ménage âgé sans autres ressources ou presque, l'aménagiste se trouve apparemment, et vraiment dans la conjoncture actuelle, dans une impasse et faudrait-il donc pour ce motif apparemment majeur, continuer encore le ridicule traitement en taillis-sous-futaie ou « bricoler » un aménagement de circonstances ?

Le froid technocrate trancherait le débat en disant : cette forêt est mal accouplée à ces types de propriétaires, le pays a droit à ce

que cette forêt devienne une belle futaie de chêne, la seule solution est que ce propriétaire la vende à une Société d'Investissement par exemple qui, elle, saura attendre la belle affaire finale, ou à un chirurgien en plein essor qui n'aurait que faire d'un revenu supplémentaire pendant encore un bon nombre d'années et cherche au contraire à placer le surplus accumulé de son revenu.

Personnellement, en vertu même du principe de respect de la personne humaine, je m'élève véhémentement contre cette proposition.

Grâce à Dieu, dans notre type de civilisation, si le droit de propriété se doit de s'imposer à lui-même quelques restrictions, il existe encore. La possession de cette forêt souvent maintenue dans une famille au prix du sacrifice de plusieurs générations, en fait partie inhérente, elle en porte parfois le même nom, le centre familial de vacances est à son cœur et ce serait démolir une belle œuvre du passé que de détacher brutalement cette famille de son bien le plus cher.

Le problème dans ce cas, fréquent, reste posé, je voudrais lui esquisser une solution en finale.

Le troisième cas est tout l'inverse. Il s'agit de la forêt où, croyant bien faire, gérer sa forêt très sagement et, ayant d'autres revenus par ailleurs, le propriétaire a laissé s'accumuler les vieux bois ; ils se tarent, et la pérennité de la forêt est mise en jeu car la régénération deviendra difficile. L'aménagiste conclut à des réalisations assez rapides. Mais faute de savoir comment réemployer cet argent, le propriétaire refuse ces conclusions et, son tempérament aidant, préfère un statu quo qui lui apporterait tout seul un jour la solution.

Ne perçoit-on déjà pas un cas complémentaire du précédent qui esquisse une solution au problème ?

Mais il est une autre objection qu'il faut débayer avant d'essayer d'aborder la partie constructive, c'est celle de la forêt-caisse d'épargne, car elle est extrêmement fréquente.

La proposition se pose en général comme suit :

« J'ai une situation, et d'autres biens dont ma forêt à peu près bien aménagée, qui me permettent de vivre comme je le désire ; j'aime cependant connaître une grande sécurité dans ma vie et n'avoir jamais à faire à personne en cas de difficultés. La forêt est ce volant qui m'assure cette sécurité. Que vienne un à-coup qui perturbe mon train de vie et je me retournerai vers elle ; anticipant sur mon programme habituel, je ferai quelques coupes plus sombres qui me permettront, sans aller trouver mon banquier — il est considéré comme infamant dans ma famille d'hypothéquer son bien — pour lui demander un prêt me permettant de passer ce cap plus lourd que les autres. »

Cet argument qui tendrait à laisser à l'aménagement une très grande souplesse d'exécution ne me convient pas du tout. Sous prétexte de respecter sa liberté, doit-on laisser un homme se noyer sous ses yeux? Ne considérerions-nous pas comme allant se noyer l'industriel qui, pour faire face à un imprévu, vendrait une partie des machines de son usine? Et aussi cet agriculteur qui vendrait une partie de son cheptel et un tracteur sur deux pour marier sa fille ou remonter un bâtiment accidenté?

La forêt n'est-elle pas aussi cette usine complète et complexe, si elle est bien aménagée, qui sera complètement détraquée et verra sûrement son revenu annuel s'abaisser aussi dangereusement après un accroc de cet ordre, que l'usine démantelée ou la ferme à demi-sacrifiée?

Qu'aurait fait l'industriel ou l'agriculteur devant une grosse dépense inattendue? Il aurait été trouver sa banque et aurait négocié avec elle un emprunt compatible avec la rentabilité de son affaire. Pourquoi le propriétaire-sylviculteur n'en ferait-il pas autant s'il connaissait, pour s'y adresser en toute sécurité, une banque bien au courant des problèmes qui lui sont propres?

Les solutions que la nature même des faits impose apparaissent encore, il importe de les préciser.



Si l'on en est venu, dans toutes ces réunions de C.E.T.E.F. où ces problèmes de « Plan simple de gestion » ont été longuement débattus, à accorder, au début même de l'étude, une priorité absolue à la situation personnelle du propriétaire, c'est que les questions d'argent sont finalement celles qui sont les plus difficiles à régler et, pour simplifier le problème, on le renverse, et l'on demande à l'aménagiste, au risque accepté de ne pas faire produire la forêt au maximum, de mouler son aménagement aux possibilités financières du propriétaire, avec tout au plus une aide du F.F.N. s'il y a lieu.

C'est une solution très réaliste, il faut bien le reconnaître, la plus réaliste même. Elle n'est pourtant vraiment satisfaisante, ni pour le propriétaire qui ne tirera jamais le maximum de son bien, ni pour la collectivité qui est en droit aussi d'en attendre le maximum.

Me refusant pour ma part à la solution du collectivisme, je cherche une autre solution...

Je la cherche et je m'étonne qu'au moment du vote de la loi le problème ne se soit pas davantage imposé aux esprits.

La situation d'ensemble est relativement mauvaise, puisqu'il a fallu une loi pour y remédier. Pour sortir d'une situation mauvaise, il faut avoir la volonté d'y remédier, la matière grise suffisante, et les moyens financiers, l'on n'échappe jamais à ceux-ci.

La loi du 6 août 1963 ne les a pas prévus. Elle propose des modalités de financement pour la confection de l'aménagement lui-même, mais rien pour permettre *l'application* d'un aménagement vraiment adéquat.

Et l'on peut s'étonner que lors des rudes combats retardateurs qui ont eu lieu à l'époque, cette partie fondamentale de la question n'ait pas été évoquée et demandée en contre-partie du principe même de la loi.

Celles qui, en matière agricole, ont précédé ou suivi, se sont souvent moulées à un même schéma : remise des responsabilités aux intéressés eux-mêmes, par l'entre-mise de ce que l'on appelle volontiers un « corps intermédiaire », le Centre Régional de la Forêt Privée en est un, et beaucoup se réjouissent de cette formule, mais en général ce corps intermédiaire était agrémenté de moyens d'action, je pense aux S.A.F.E.R. par exemple ; ils n'apparaissent pas dans la loi qui nous intéresse.

Le F.F.N. bien sûr existe, mais sous sa forme actuelle, il ne répond pas au problème qui nous préoccupe ici : des transformations profondes devraient lui être apportées.

La solution que très témérairement j'oserai avancer s'apparente plus à une Banque qu'au F.F.N. actuel.

En effet, c'est une formule très souple qu'il faut trouver puisqu'il y a à résoudre presque autant de problèmes que de cas particuliers.

Pour reprendre les exemples cités plus haut, il faudrait un organisme susceptible, pendant une phase d'enrichissement du massif, avec baisse importante du revenu, de verser au propriétaire une somme annuelle compensatrice, se cumulant et portant intérêt, avec remboursement étalé pour le propriétaire quand la forêt aurait repris la production escomptée, par la conversion par exemple.

Inversement, le propriétaire qui devrait couper, mais ne le fait pas, ne sachant comment réemployer son argent, devrait pouvoir utiliser cette Banque Forestière, qui lui assurerait un capital indexé sur le prix du bois, à définir bien entendu, avec paiement d'un intérêt de l'ordre d'un intérêt forestier, et lui permettrait de remobiliser ce capital, en tout ou partie, selon des modalités à définir.

De même, le propriétaire qui, pour un motif dûment justifié, mais pas obligatoirement lié à sa forêt, aurait besoin d'argent, devrait pouvoir s'adresser à cette Banque, ménageant ainsi sa forêt en continuant à y appliquer un Aménagement strict, à charge pour lui de rembourser dans des conditions bien connues du Crédit Agricole en particulier ; ainsi la si mauvaise formule pour le propriétaire et pour la forêt, de la forêt-caisse d'épargne, trouverait-elle sa solution ?

Cette idée est certes bien utopique, je ne me le cache pas, mais Lyautey n'a-t-il pas dit : « Il y a quelque chose de pire que de ne pas avoir réussi, c'est de ne pas avoir essayé » ; pourquoi le pro-

blème ne serait-il pas posé à des spécialistes et examiné par les utilisateurs eux-mêmes?

Le Crédit Agricole joue un rôle très analogue en matière agricole et il faudrait bien entendu, au départ et pendant longtemps sûrement, une insufflation de crédits de l'Etat pour faire face aux demandes. Et celles-ci devraient être contrôlées par les D.D.A... Toutes ces opérations joueraient sur des délais fort longs, presque incompatibles avec la durée d'une génération..., il faudrait donc probablement que l'opération soit plus liée à la forêt qui la justifie, qu'au propriétaire lui-même qui la sollicite... tout cela est vrai, mais pourquoi cependant ne pas creuser la formule d'un Crédit Agricole qui serait aussi forestier avec modalités à trouver?

Un nouvel organisme a été créé récemment par une autre loi, c'est l'Office National des Forêts. Ne pourrait-il pas jouer un rôle dans ce sens? Cet Office existe et si Dieu lui réserve longue vie, peut-être pourrait-il, en fonction de son caractère économique, jouer lui aussi ce rôle après avoir acquis la confiance des utilisateurs en prouvant la pureté de ses intentions et, dans ce cas, l'on verrait en contre-partie des intérêts financiers consentis, l'Office s'associer au propriétaire dans la gestion de ce bien, ayant participé lui-même à l'élaboration de l'Aménagement? Il y a peut-être là une piste pour ceux qui cherchent à lui assurer un développement maximum et rapide.

Enfin, l'on pourrait songer à des dispositions fiscales, exonération pendant un certain temps des forêts en conversion feuillue, au contraire impôt accru pour les massifs sous-exploités avec accumulation inconsidérée de vieux bois.

Mais quelle responsabilité, direz-vous, pour ceux qui auraient à prendre ces décisions?

Bien sûr, les décisions à prendre seraient délicates, mais on peut penser que les Centres Régionaux y participeraient dans une certaine mesure en émettant un avis accompagnant l'agrément du Plan simple de gestion par exemple.



Relisant ces réflexions, trop longues probablement, je constate qu'elles sont émaillées de beaucoup de points d'interrogation. C'est dire qu'elles lancent des idées, plutôt qu'elles n'en résolvent. Puis-ent-elles alerter des esprits chercheurs et les lancer sur des pistes, c'était ma seule intention.

La loi du 6 août 1963 n'est pas un achèvement, c'est un commencement; il y manque à mon avis un élément essentiel.

Ceux qui, partenaires de l'Administration, ont déjà travaillé beaucoup autour de ce texte, l'ont peut-être fait en manière de combat retardateur, pour minimiser les effets de la loi, donnant ainsi à leur collaboration une forme un peu négative.

Ne leur semble-t-il pas beaucoup plus exaltant d'aborder la phase concrète qui commence, avec la mise en place effective des Centres, en cherchant à obtenir les moyens, vrais ceux-là, de mettre en valeur ce patrimoine qui, à juste titre, leur tient tout à cœur?

Tel est le vœu que je formule en manière d'au revoir aux sylviculteurs de la Forêt Privée. Ce n'est qu'un au revoir, les circonstances de la vie sauront bien nous réunir à nouveau un jour!

Vente d'une collection de Revues Forestières:

Monsieur Maurice BARLIER, chef de District des Eaux et Forêts à Ferrette (68) est prêt à vendre la collection suivante:

années 1935, 1936, 1937, 1938, 1939 (2 à 10)

années 1949 (2 à 10), 1950 (2 séries).

1951 (2 séries), 1952 (+ 1 à 5), 1953, 1954,
1955, 1956 (1 à 5).

Les acheteurs éventuels pourront s'informer directement à l'adresse donnée ci-dessus.